

Secrétariat permanent de Recrutement du Personnel de l'Etat

Constitution d'une réserve de recrutement de paysagistes, d'expression française, pour le Ministère de la Région bruxelloise. Résultats, p. 20358.

Constitution d'une réserve de recrutement d'ingénieurs (architecture) d'expression française. Résultats, p. 20359.

Constitution d'une réserve de recrutement d'informaticiens, masculins et féminins, d'expression néerlandaise. Résultats, p. 20359.

Constitution d'une réserve de recrutement d'ouvriers qualifiés B (imprimeurs-offset), masculins et féminins, d'expression néerlandaise. Résultats, p. 20359.

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 20359. — Direction du Moniteur belge. Brochures et tirés à part, p. 20360.

Ministère des Finances

Administration de la trésorerie. Situation mensuelle du Trésor. Situation au 30 septembre 1989, p. 20361. — Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 20366. — Publications prescrites par l'article 770 du Code civil. Successions en déshérence, p. 20367.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Avis concernant une réglementation nouvelle du champ d'application d'une commission paritaire, p. 20368.

Ministère de la Prévoyance sociale

Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité. Avis de vacance d'emploi, p. 20368.

Vast Secretariaat voor Werving van het Rijkspersoneel

Samenstelling van een wervingsreserve van franstalige landschapsdeskundigen voor het Ministerie van het Brussels Gewest. Uitslagen, bl. 20358.

Samenstelling van een wervingsreserve van franstalige ingenieurs (architectuur). Uitslagen, bl. 20359.

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke nederlandstalige informatici. Uitslagen, bl. 20359.

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke nederlandstalige geschoolde werklieden B (offset-drukkers). Uitslagen, bl. 20359.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 20359. — Bestuur van het Belgisch Staatsblad. Brochures en overdrukken, bl. 20360.

Ministerie van Financiën

Administratie der thesaurie. Maandelijkse Schatkisttoestand Toestand op 30 september 1989, bl. 20361. — Administratie van de BTW, registratie en domeinen. Vervreemding van onroerend-domeingooderen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 20366. — Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek. Erfloze nalatenschappen, bl. 20367.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Bericht betreffende een nieuwe regeling van de werkingssfeer van een paritair comité, bl. 20368.

Ministerie van Sociale Voorzorg

Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. Bericht van vacante betrekkingen, bl. 20368.

LOIS, DÉCRETS ET RÉGLEMENTS**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

F. 89 — 2367.

29 NOVEMBRE 1989. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

Vu la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention, notamment les articles 61 et 62;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1988 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention, notamment l'article 6, § 2;

Arrête :

Article 1er. Le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention adopté le 11 septembre 1989 par l'Assemblée des sections réunies de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention est approuvé. Ce règlement est annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 11 septembre 1989.

Bruxelles, le 29 novembre 1989.

W. CLAES

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

N. 89 — 2367

29 NOVEMBER 1989. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

Gelet op de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien inzonderheid op de artikelen 61 en 62;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1988 betreffende de samenstelling en werking van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien en de inschrijving en doorhaling in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien, inzonderheid op het artikel 6, § 2,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien goed gekeurd op 11 september 1989 door de gemeenschappelijke vergadering van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien wordt goedgekeurd. Dit reglement is gevoegd in bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 11 september 1989.

Brussel, 29 november 1989

W. CLAES

Annexe

Règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention pris en application de l'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1988 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention.

Section Ire. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent règlement d'ordre intérieur, il faut entendre par :

1° le Ministre : le Ministre qui a la propriété industrielle dans ses attributions;

2° la Commission : la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention, composée de deux sections, telle qu'elle est visée à l'article 61 de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention;

3° l'Assemblée : l'Assemblée des sections réunies de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention, telle qu'elle est visée à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 octobre 1988 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention;

4° l'épreuve : l'épreuve prévue à l'article 60, § 1er, 7°, de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention;

5° l'Office : l'Office de la propriété industrielle auprès du Ministère des Affaires économiques.

Section II. — De l'Assemblée

Art. 2. La convocation à l'Assemblée comporte l'ordre du jour, le lieu et la date des réunions. La convocation est envoyée au minimum 8 jours avant la tenue de chaque réunion.

Art. 3. L'ordre du jour est établi par le Ministre. Le président de l'Assemblée peut compléter l'ordre du jour en tenant compte des suggestions faites par les membres.

Art. 4. Le président ouvre et clôt les réunions et il dirige les débats. Les interventions sont faites en français ou en néerlandais.

Art. 5. Dans la mesure où l'ordre du jour d'une réunion n'est pas épuisé, l'Assemblée peut convenir de se réunir ultérieurement en un lieu et à une date qu'elle détermine. Dans ce cas, la convocation se fait à l'initiative du secrétariat.

Art. 6. Le secrétariat est chargé de la préparation des délibérations, de la rédaction du procès-verbal des réunions, de la correspondance, de la conservation des archives, de la gestion du remboursement des frais de déplacement et du règlement des indemnités.

Art. 7. La langue utilisée dans les procès-verbaux est celle dans laquelle les interventions sont faites. Le procès-verbal de chaque réunion est transmis au Ministre et à tous les membres et il est approuvé lors de la réunion suivante. Les procès-verbaux revêtent un caractère strictement confidentiel et l'Assemblée décide de la publication ou non de documents.

Art. 8. Les rapports de l'Assemblée avec le Ministre, l'Office et les tiers se font par l'intermédiaire du président.

Art. 9. A l'issue de chaque épreuve, l'Assemblée publie un rapport d'activité sur son déroulement.

Art. 10. Les points qui ne sont pas envisagés par le présent règlement sont décidés par l'Assemblée.

Art. 11. Le président veille à la bonne application du présent règlement d'ordre intérieur.

Section III. — Des sections de la Commission

Art. 12. La convocation aux réunions de chaque section comporte l'ordre du jour, le lieu et la date. La convocation est envoyée au minimum 8 jours avant la tenue de chaque réunion. En cas d'urgence, un délai plus court peut être appliqué.

Art. 13. L'ordre du jour est établi par le président de chaque section qui tient compte des suggestions faites par les membres.

Art. 14. Le président ouvre et clôt les réunions et il dirige les débats.

Bijlage

Huishoudelijk reglement van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien opgesteld bij toepassing van artikel 6, § 2, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1988 betreffende de samenstelling en werking van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien en de inschrijving en doorhaling in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien

Afdeling I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van onderhavig huishoudelijk reglement dient verstaan te worden onder :

1° de Minister : de Minister die de industriële eigendom onder zijn bevoegdheid heeft;

2° de Commissie : de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien, samengesteld uit twee afdelingen, bedoeld in artikel 61 van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien;

3° de Vergadering : de Gemeenschappelijke vergadering van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien, bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1988 betreffende de samenstelling en werking van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien en de inschrijving en doorhaling in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien;

4° het examen : het examen waarvan sprake in artikel 60, § 1, 7°, van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien;

5° de Dienst : de Dienst voor de industriële eigendom bij het Ministerie van Economische Zaken.

Afdeling II. — De Vergadering

Art. 2. De uitnodiging voor de Vergadering vermeldt de agenda, de plaats en de datum van de vergaderingen. De uitnodiging wordt tenminste vóór de datum van elke vergadering toegestuurd.

Art. 3. De agenda wordt door de Minister opgesteld. De voorzitter van de Vergadering kan de agenda aanvullen rekening houdend met de voorstellen van de leden.

Art. 4. De voorzitter opent en sluit de vergaderingen en leidt de beraadslagingen. De tussenkomsten geschieden in het Nederlands of in het Frans.

Art. 5. Wanneer de agenda van een vergadering niet uitgeput is, kan de Vergadering besluiten de vergadering voort te zetten op een plaats en een datum die zij bepaalt. In dit geval geschiedt de uitnodiging op het initiatief van het secretariaat.

Art. 6. Het secretariaat is belast met de voorbereiding van de beraadslagingen, het opstellen van het verslag van de vergaderingen, de briefwisseling, het bewaren van het archief, het beheren van de terugbetaling van de verplaatsingskosten en van de regeling van de vergoedingen.

Art. 7. De taal gebruikt in het verslag is deze van de tussenkomsten. Het verslag van iedere vergadering wordt aan de Minister en aan alle leden gestuurd en het wordt op de eerstvolgende vergadering goedgekeurd. Het verslag is strikt vertrouwelijk en de vergadering beslist welke documenten al dan niet gepubliceerd mogen worden.

Art. 8. De betrekkingen van de Vergadering met de Minister, de Dienst en derden lopen over de voorzitter.

Art. 9. Op het einde van elk examen publiceert de Vergadering een activiteitenverslag van de examenwerkzaamheden.

Art. 10. Over de punten die in dit reglement niet zijn voorzien, beslist de Vergadering.

Art. 11. De voorzitter ziet toe op de juiste toepassing van onderhavig huishoudelijk reglement.

Afdeling III. — De afdelingen van de Commissie

Art. 12. De uitnodiging voor de vergadering van elke afdeling vermeldt de agenda, de plaats en de datum. De uitnodiging wordt tenminste 8 dagen vóór de datum van elke vergadering toegestuurd. In spoedgevallen kan een kortere termijn worden toegepast.

Art. 13. De agenda wordt door de voorzitter van elke afdeling opgesteld, rekening houdend met de voorstellen van de leden.

Art. 14. De voorzitter opent en sluit de vergaderingen en leidt de beraadslagingen.

Art. 15. Dans la mesure où l'ordre du jour d'une réunion n'est pas épuisé, chaque section peut convenir de se réunir ultérieurement en un lieu et à une date qu'elle détermine. Dans ce cas, la convocation se fait à l'initiative du secrétariat.

Art. 16. Le secrétariat est chargé de la préparation des délibérations, de la rédaction du procès-verbal des réunions, de l'organisation pratique de l'épreuve, de la rédaction des avis visés à l'article 20, § 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1988 précité, de la correspondance, de la conservation des archives, la gestion du remboursement des frais de déplacement et du règlement des indemnités.

Art. 17. Le procès-verbal de chaque réunion de chaque section est envoyé aux membres de la section et, le cas échéant, aux experts désignés en vertu de l'article 10, § 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1988 précité et il est approuvé lors de la réunion suivante. Les procès-verbaux revêtent un caractère strictement confidentiel et l'Assemblée décide de la publication ou non de documents.

Art. 18. Lorsqu'une section se fait assister par un ou plusieurs experts, elle informe le Ministre des modalités de cette assistance.

Art. 19. Les rapports de chaque section avec le Ministre, l'Office, les experts désignés, les candidats à l'inscription au registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention et les tiers se font à l'intermédiaire du président.

Art. 20. Si, au cours de ses délibérations, une section considère qu'une question de principe d'importance fondamentale se pose à propos de l'application de l'arrêté royal du 24 octobre 1988 précité, son président en avertit le président de l'autre section. De commun accord, les deux présidents peuvent demander au Ministre de convoquer une Assemblée aux fins d'en délibérer.

Art. 21. Les points qui ne sont pas envisagés par le présent règlement d'ordre intérieur sont décidés par chaque section chacune en ce qui la concerne. Le président de la section concernée en informe le président de l'autre section.

Art. 22. Le président de chaque section veille à la bonne application du présent règlement d'ordre intérieur.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 novembre 1989 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention.

Bruxelles, le 29 novembre 1989.

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

W. CLAES

Art. 15. Wanneer de agenda van een vergadering niet uitgeput is, kan elke afdeling besluiten de vergadering voort te zetten op een plaats en een datum die zij bepaalt. In dit geval geschiedt de uitnodiging op het initiatief van het secretariaat.

Art. 16. Het secretariaat is belast met de voorbereiding van de beraadslagingen, het opstellen van het verslag van de vergaderingen, de praktische organisatie van het examen, het opstellen van de adviezen bedoeld in artikel 20, § 2, van het voornoemd koninklijk besluit van 24 oktober 1988, de briefwisseling, het bewaren van het archief, het beheren van de terugbetaling van de verplaatsingskosten en van de regeling van de vergoedingen.

Art. 17. Het verslag van iedere vergadering van iedere afdeling wordt aan de leden van de afdeling en, in voorkomend geval, aan de krachtens artikel 10, § 2, van het voornoemd koninklijk besluit van 24 oktober 1988 aangewezen deskundigen gestuurd en worden op de eerstvolgende vergadering goedgekeurd. Het verslag is strikt vertrouwelijk en de vergadering beslist welke documenten al dan niet gepubliceerd mogen worden.

Art. 18. Wanneer een afdeling zich door één of verschillende deskundigen laat bijstaan, informeert zij de Minister over de modaliteiten van deze bijstand.

Art. 19. De betrekkingen van elke afdeling met de Minister, de Dienst, de aangewezen deskundigen, de kandidaten voor de inschrijving in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctröoen en derden lopen over de voorzitter.

Art. 20. Indien, in de loop van haar beraadslagingen, een afdeling meent dat een beginselkwestie van fundamenteel belang rijst in verband met de toepassing van het voornoemd koninklijk besluit van 24 oktober 1988, deelt haar voorzitter dit aan de voorzitter van de andere afdeling mede. In onderling akkoord kunnen de twee voorzitters de Minister vragen de Vergadering samen te roepen teneinde hierover te beraadslagen.

Art. 21. De punten die door onderhavig huishoudelijk reglement niet worden geregeld worden beslist door elke afdeling in zoverre het haar betreft. De voorzitter van de betrokken afdeling deelt dit de voorzitter van de andere afdeling mede.

Art. 22. De voorzitter van elke afdeling ziet toe op de juiste toepassing van onderhavig huishoudelijk reglement.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 november 1989 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctröoen.

Brussel, 29 november 1989.

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

W. CLAES

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 89 — 2368

27 NOVEMBRE 1989. — Arrêté royal adaptant les montants fixés à l'article 1409 du Code judiciaire (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 1409 du Code judiciaire, modifié par la loi du 16 juin 1978 et par l'arrêté royal du 18 décembre 1984;

Vu l'avis du Conseil national du travail;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1409 du Code judiciaire, modifié par la loi du 16 juin 1978 et par l'arrêté royal du 18 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le nombre « 30 000 » est remplacé par le nombre « 33 000 »;

(1) Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990, conformément à l'article 1409, alinéa 5, du Code judiciaire.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 89 — 2368

27 NOVEMBER 1989. — Koninklijk besluit houdende aanpassing van de bedragen die zijn bepaald in artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 16 juni 1978 en bij het koninklijk besluit van 18 december 1984;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek gewijzigd bij de wet van 16 juni 1978 en bij het koninklijk besluit van 18 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid wordt het getal « 30 000 » vervangen door het getal « 33 000 »;

(1) Dit besluit treedt overeenkomstig artikel 1409, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, in werking op 1 januari 1990.